

a déjà rapporté d'immenses résultats. Quant au projet de technologie de la carte commune, les spécifications énoncées par le groupe de travail dirigé par le Bureau des passeports ont subséquentement été adoptées par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) comme la norme internationale applicable aux cartes de technologie avancée utilisées dans les voyages internationaux.

Une seconde alliance fut mise sur pied au cours de l'année écoulée, avec la Société canadienne des postes, cette fois, qui agirait comme agent de réception pour le Bureau des passeports. Les requérants feraient leur demande en personne auprès de la Société canadienne des postes dont les employés, formés par le Bureau des passeports, s'assureraient que les demandes soient correctement remplies et que tous les documents et les renseignements appropriés soient fournis et nous feraient parvenir le tout directement pour déterminer l'admissibilité des requérants et pour la délivrance. Deux villes de l'Ontario, Sudbury et Cornwall, furent choisies comme sites pilotes pour ce projet, commencé en décembre 1997. Jusqu'à maintenant, ces projets ont eu pour résultat une importante diminution des demandes postales directes en provenance de ces deux villes et une réduction significative du temps de réponse grâce à la diminution du nombre d'erreurs dans les demandes. Un nouveau service accéléré appelé «Passport éclair» fut instauré à ces sites, selon lequel les requérants pourraient, moyennant des frais supplémentaires, faire livrer leur passeport directement à leur porte en deux jours. Plus de 25 p. 100 des requérants qui ont utilisé la Société canadienne des postes comme agent se sont prévalus de ce service.

Dans les domaines de la nouvelle prestation de services, la division de la sécurité du Bureau des passeports a mis au point un service unique : celui qui consiste à donner des conseils d'experts à d'autres organismes sur l'impression et la conception sécuritaires. Alors qu'un premier projet avait pour but de conseiller le secteur des banques et de la gestion de la trésorerie de TPSGC, nous avons aussi été en mesure de donner des conseils effectifs de sécurité et d'orienter TPSGC concernant les propositions de dessins touchant la prochaine génération de chèques. Notre division de la sécurité se prépare également à travailler en étroite collaboration avec d'autres organismes, et à offrir des services dans tous les domaines de la sécurité et de l'impression sécuritaire.

Des négociations sont en cours avec Justice Canada et la GRC concernant les pratiques administratives spécifiques nécessaires pour confisquer les passeports des personnes qui fuient leurs paiements de pension alimentaire pour un enfant. Le Bureau des passeports explore des procédures de refus de demandes de passeports. Le Bureau des passeports est également fier de dire que nous avons continué à jouer un rôle régulier dans le programme «Projet retour», en collaboration avec la GRC. Nous avons essayé de promouvoir davantage le programme par notre participation à des conférences et par les listes de contrôle des passeports. Ce programme a également fait appel à de nombreux autres ministères, services de police, organismes internationaux et non gouvernementaux. Également en collaboration avec la GRC, le Bureau des passeports s'est efforcé de déceler les cas de fraude et participe à la poursuite de gens qui tentent de se procurer des passeports illégalement.

Notre collaboration continue avec le MAECI a eu pour effet d'améliorer les communications, particulièrement avec la récente connectivité au système COSMOS. Nous avons également partagé notre savoir-faire avec le ministère sur des études touchant l'imposition de frais aux utilisateurs et la récupération des coûts, ainsi que le développement d'une nouvelle structure hiérarchique.

Fonctionnant depuis 1995, le programme CANPASS, exploité conjointement par le Bureau des passeports et Revenu Canada (Douanes), fut officiellement transféré à ce ministère, qui en assumera la gestion entière. Revenu Canada (Douanes) joue également un rôle dans un nouveau programme de la Région de l'Est : pour accélérer le processus, les passeports urgents sont livrés directement aux représentants de Revenu Canada (Douanes), à l'aéroport, où le requérant pourra les prendre.